



POUR UN SERVICE PUBLIC FERROVIAIRE DE QUALITÉ

Adresse postale : chez Didier Le Reste, 5 rue Paul Dukas 75012
Paris

Courriel : convergence.rail@hotmail.fr

Tél. (Didier Le Reste, Président) : 06 08 03 91 82

Site : <https://convergence-nationale-rail.fr/>

Rencontre organisée par les amis de l'Humanité de la Somme le mardi 24 octobre

Près d'une trentaine de militants associatifs et politiques s'étaient déplacés pour participer à cette initiative. Etaient également présents : la secrétaire du secteur du fédéral Picardie cheminots CGT Angéline Darras et l'ancien secrétaire Claude Lecomte pour apporter des précisions sur la question de *l'ouverture à la concurrence de l'étoile ferroviaire d'Amiens*.

Avant d'aborder cette question d'importance, Patrick LE SCOUËZEC a énoncé l'ensemble des initiatives en lien avec la défense de l'ensemble des services publics et l'intérêt à porter aujourd'hui à la question des transports en lien avec la question environnementale dans un contexte de dégradation du service public ferroviaire.

La rencontre a permis de mettre à jour l'absence d'organisation de défense des usagers du rail sur cet important territoire. Occasion donnée pour rappeler le rôle de la Convergence Nationale Rail qui fédère plus de 115 collectifs citoyens avec comme orientation fondamentale la défense du service public et donc de toutes ses composantes, maintien des guichets ouverts, sécurité et sûreté avec la présence de personnels dans les trains et dans les gares. L'autre enjeu : le retour à une entreprise intégrée avec toutes les actions qui sont menées aussi bien nationalement qu'en territoire pour faire vivre cette dimension inhérente à tout service public. Occasion donnée pour rappeler que l'avenir du Fret est un dossier essentiel au cœur de nos actions collectives et en précisant le rôle de la CNR dans le dossier présent au sein de la commission d'enquête de l'Assemblée Nationale dont le rapporteur Hubert Wulfranc a demandé à auditionner les représentants de la CNR, Didier Le Reste et Philippe Denolle. Au-delà de l'analyse portée sur les choix désastreux qui impliquent les gouvernements et les dirigeants successifs de la SNCF pour appliquer avec zèle les directives européennes de libéralisation, il était nécessaire à travers un travail de plusieurs collectifs normands en lien avec la CNR de porter un projet de relance de cette activité en lien avec les potentiels existants et le maillage des triages existant sur l'Arc Atlantique qui part, de Dunkerque jusqu'à Bayonne. Il apparaît indispensable d'assurer la desserte par le train de l'ensemble des ports et de l'activité industrielle notamment de la chimie qui comporte de nombreuses usines classées SEVESO et dont le transport devrait être fait par rail comme en Allemagne. Dans le débat, cela a mis en évidence que le développement du Fret ferroviaire public, au-delà de l'intérêt environnemental, est indispensable pour optimiser les investissements et permettre la modernisation du réseau.

La deuxième partie de cette rencontre était consacrée à l'actualité sur l'attribution du lot étoile d'Amiens à une filiale créée spécialement par la SNCF pour obtenir le « marché ». Le Président de la Région Hauts de France crie haut et fort qu'elle va optimiser ses

investissements par une augmentation du nombre de trains sans pour autant embaucher du personnel et avec un taux de régularité de 98%. La responsable syndicale a précisé que cette nouvelle SAS n'assurait que le transport et ne serait rien responsable de tous les impondérables qui seront liés aux incidents et autres problèmes récurrents de Réseau, d'absence de personnel dans les guichets ou dans les gares. Une sorte de prestataire de services coupé des réalités du reste de ce qui fonde le transport ferroviaire. Arthur Lalan, par ailleurs secrétaire de la Fédération PCF de la Somme et attaché du Groupe PS-PCF au Conseil régional a expliqué comment s'était fait l'appel d'offre. Déjà cela relevait pratiquement du secret et les documents consultés à demeure comportaient de nombreux éléments cachés. Il expliquait que dans le débat des élus, qu'ils se comportaient comme s'ils s'adressaient à des artisans chargés de faire un devis pour refaire la cuisine de la maison afin d'obtenir le devis le moins cher possible. Dés élus totalement déconnectés et en dehors des réalités de l'organisation du mode ferroviaire.

Dans ce contexte et face aux difficultés qui ne vont pas tarder à survenir pour les usagers et les cheminots, la question est posée avec acuité à la nécessité de réfléchir à la constitution d'un collectif citoyen, qui agrège l'expérience syndicale et la technicité des cheminots, le quotidien des usagers et leurs demandes avec le choix partagé d'agir pour la défense du service public.